



LE SYNDICAT MIXTE D'EAU POTABLE (SMEP) DE LA REGION DE JURANÇON

Comité syndical du 15 janvier 2024 :

Orientations budgétaires relatives à l'année 2024

Envoyé en préfecture le 19/01/2024
Reçu en préfecture le 19/01/2024
Publié le 19/01/2024
ID : 064-200087492-20240116-DEL01_2024-DE

SOMMAIRE :

1. *Cadre juridique et objectifs du rapport et du débat d'orientations budgétaires ;*
2. *Contexte économique et principales données financières du SMEP ;*
3. *Prospectives financières pour les années à venir ;*
4. *Confirmation de l'évolution de la Surtaxe syndicale sur 2024 et de la stratégie tarifaire future.*

1. CADRE JURIDIQUE ET OBJECTIFS DU RAPPORT ET DU DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

Le débat d'orientations budgétaires ou DOB représente une étape essentielle et obligatoire de la procédure budgétaire des établissements publics de coopération intercommunale (ÉPCI) tel que le SMEP de la région de Jurançon. Il doit permettre d'informer les élus sur la situation financière du syndicat, préalablement au vote du budget primitif (BP) qui interviendra dans le courant de la 1^{ère} quinzaine de février 2024.

Conformément à l'article L. 5211-36 du code général des collectivités territoriales (CGCT), s'agissant d'un syndicat mixte fermé comprenant au moins une commune de 3 500 habitants ainsi qu'une ou plusieurs communes de plus de 10 000 habitants, la tenue d'un débat d'orientations budgétaires dans un délai maximal de 2 mois précédant le vote du BP est obligatoire.

L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 (dite loi NOTRe pour nouvelle organisation du territoire de la République) impose la présentation d'un **rapport sur les orientations budgétaires (ROB)** qui comprend :

- La structure et la gestion de la dette ;
- Les engagements pluriannuels d'investissements envisagés ;
- La présentation de la structure ainsi que de l'évolution prévisionnelle des dépenses et des effectifs.

En outre, depuis 2018 (loi n° 2018-32 du 22/01/2018 de programmation des finances publiques), les collectivités doivent présenter les objectifs d'évolution :

- Des dépenses réelles de fonctionnement d'une part ;
- Du besoin de financement annuel (emprunts nouveaux) d'autre part.

Conformément à l'article L. 2121-8 du CGCT, il est rappelé que "*le débat a lieu en séance publique et après inscription à l'ordre du jour.*"

Le débat d'orientations budgétaires doit permettre d'évoquer la ou les priorités du SMEP pour l'année à venir, ainsi que les stratégies de financements ou d'autofinancements à favoriser, s'agissant notamment de la Surtaxe syndicale qui s'applique aux mètres-cubes consommés par les abonnés-usagers du service public d'eau potable.

À l'issue des débats le rapport fait l'objet d'une délibération, avant transmission aux collectivités adhérentes, et est mis en ligne sur le site internet du SMEP (www.smepe-jurancon.fr).

2. CONTEXTE ECONOMIQUE ET PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES DU SMEP

L'année 2023 voit l'inflation reculer de **+7% à +4,5% environ en fin d'année**. Le prix de l'énergie connaît un fort ralentissement (+5%), à l'exception du prix de l'électricité qui augmente à nouveau fortement fin 2023 (+18%). Les prix liés à l'alimentation devraient ralentir pour s'établir tout de même à +7% fin 2023. **L'inflation devrait être proche de +3% en 2024**, ce qui aura pour effet de maintenir une politique de maintien de taux d'intérêts directeurs relativement élevés pour 2024.

A l’instar de 2023, la croissance devrait ralentir sur 2024, et s’établir à +0,9%. La Banque Centrale Européenne (BCE) prévoit, soit de stabiliser, soit d’augmenter les taux actuels.

L’anticipation des taux pour 2024 et les années à venir, table sur un taux fixe « 15 ans » proche de 3%, et un taux variable entre 2 et 3% (Euribor 3 mois). Les marges moyennes des établissements bancaires se situent autour des 1% en 2023.

Concernant le syndicat mixte d’eau potable (SMEP) de la région de Jurançon, l’évolution du prix de l’eau potable a connu une augmentation de +6 cents d’euros par mètre-cube d’eau consommée, dont +5 cents sur la tarification de l’exploitant-concessionnaire (cf. formule d’actualisation du contrat de Concession). Malgré ces augmentations tarifaires, **l’évolution du prix de l’eau potable, actualisations contractuelles incluses, n’atteint que +3,65% en 2023** (+3,7% en 2022), **et se situe en-dessous de l’augmentation de l’indice des prix à la consommation** (environ +6% en moyenne sur 12 mois).

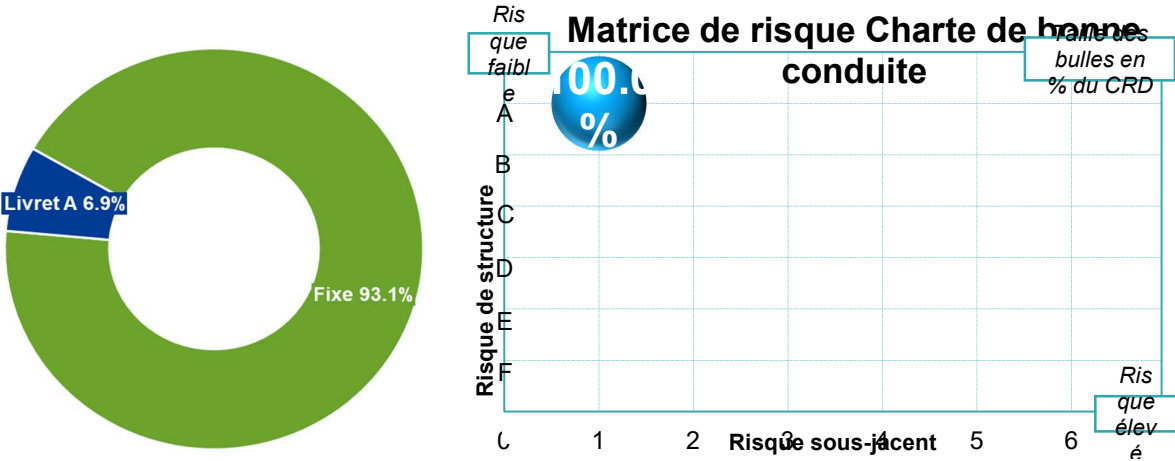
Malgré une conjoncture difficile et une certaine volatilité des coûts de travaux, l’année 2023 a été une année active en matière d’investissements, avec près de 2,5 M€ HT de travaux mandatés (+350 K€ HT par rapport à 2022). Les restes-à-réaliser (RAR), ou les investissements à reporter sur 2024, devraient représenter un volume financier d’environ 615 K€ HT, en légère diminution (-20 K€ HT par rapport à 2022).

Sur le plan de l’offre bancaire, les durées d’amortissement supérieures à 20, 25, 30 voire 40 ans sont possibles. Cependant, en lien avec l’augmentation des taux directeurs de la BCE, les taux (fixes ou variables) ont connu de nouvelles hausses en 2023 pour s’établir à plus de 4% en taux fixe sur 20 ans. Compte tenu de l’effort d’investissement sur l’année écoulée, **la contraction d’un nouvel emprunt de 1 M€ sur 25 ans a été nécessaire en 2023**, sur la base d’une offre variable de la Banque des Territoires adossée au Livret A + 0,4% de marge. Le taux obtenu, garanti jusqu’en 2025, est ainsi de 3,4%, ce qui le place dans une fourchette basse. Pour rappel, un emprunt de 1 M€ sur 17 ans, au taux fixe de 2,49%, avait été contracté en 2022.

Malgré la contraction de 2 emprunts importants en 2022 et 2023, **le capital restant dû s’abaisse légèrement à fin 2023. Le taux moyen des emprunts du SMEP augmente légèrement :**

Éléments de synthèse	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
La dette globale est de :	14 592 962 €	14 618 886 €
Son taux moyen s’élève à :	2,44 %	2,39 %
Sa durée résiduelle moyenne est de :	16 ans et 7 mois	16 ans et 6 mois
Sa durée de vie moyenne est de :	9 ans et 10 mois	8 ans et 10 mois

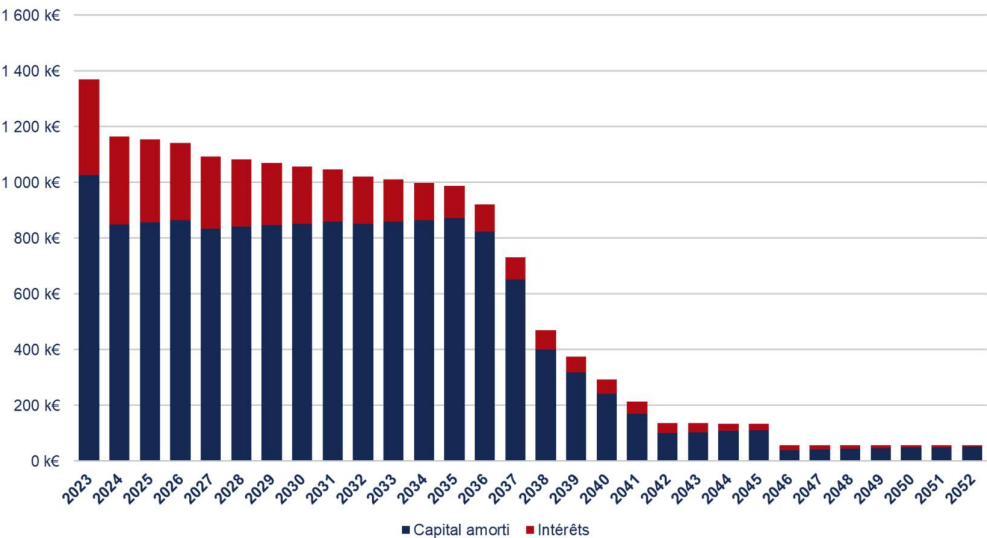
Avec la majorité de ses emprunts à taux fixe (93%), et l’unique emprunt à taux variable contracté en 2023, la dette du SMEP est toujours classée à **100% en A1**, selon la Charte *Gissler* de bonne conduite.



La contractualisation d’un nouvel emprunt, mais aussi et surtout l’annulation en 2023 d’un titre de recettes d’un montant cumulé de 500 K€ HT émis sur un budget antérieur, ont entraîné une **dette** ou de désendettement augmente de façon conjoncturelle pour atteindre **7,8 ans** à fin 2023. Ce ratio sera toutefois proche de 6 ans, dès 2024, comme l’atteste la prospective financière effectuée :

	2020	2021	2022	2023	2024
Ratio :	7,4 ans	6,6 ans	6 ans	7,8 ans	6 ans

Le profil d’extinction global de la dette présente des flux de remboursement décroissants, avec une baisse significative du capital à rembourser à compter de 2024, puis en 2038 (fin du remboursement du prêt désensibilisé "ex-DEXIA") :



Pour les mêmes raisons que celles citées précédemment, le **taux d’épargne brute se dégrade nettement en 2023, pour atteindre 62 %** (75,4 % en 2022), tout comme l’épargne nette qui s’abaisse à près de 827 K€. Cette diminution d’épargnes est ponctuelle ou conjoncturelle, et devrait ré-augmenter nettement dès 2024 (cf. prospective financière). L’évolution rétrospective des recettes et des différentes épargnes est la suivante :

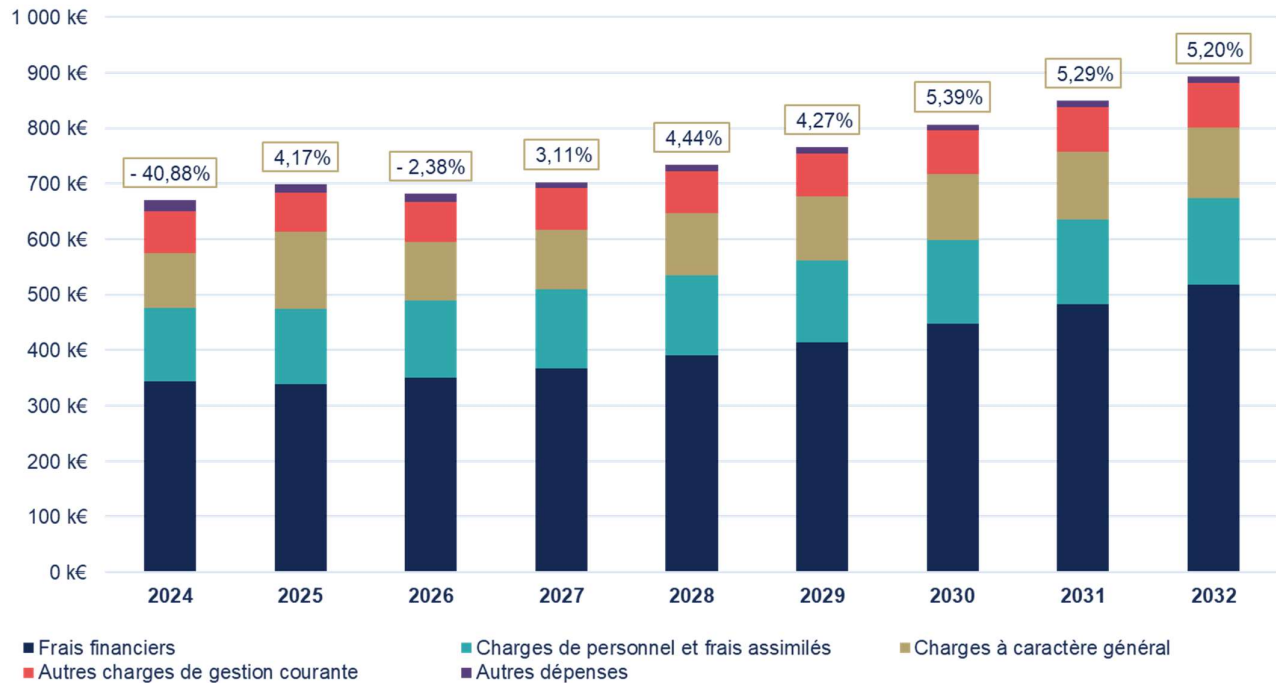
	2020	2021	2022	2023
Recettes de fonctionnement	2 744 744	2 879 430	3 092 294	2 986 430
Épargne de gestion	2 468 608	2 596 475	2 687 998	2 197 366
Épargne brute	2 077 057	2 226 180	2 342 079	1 853 099
Taux d'épargne brute (en %)	75,67 %	77,41 %	75,74 %	62,05 %
Épargne nette	1 157 431	1 213 230	1 291 180	827 175

Le niveau d’investissement projeté sur 2024 devrait être similaire à l’année écoulée (environ **2,5 M€ HT**). Comme pour les années précédentes, la majorité de l’investissement sera consacrée au renouvellement des réseaux ou à l’amélioration des infrastructures d’eau potable. Toutefois, une enveloppe spécifique d’environ 350 K€ HT sera dédiée à la mise en place d’équipements de sous-sectorisation ou d’optimisation des pressions de distribution, afin de lutter plus efficacement contre les fuites d’eau. Cette enveloppe, qui devra être reconduite sur 2025 et qui s’établira *in fine* à près de 1 M€ HT, bénéficie d’une aide exceptionnelle de l’Agence de l’Eau Adour-Garonne à hauteur de 70%.

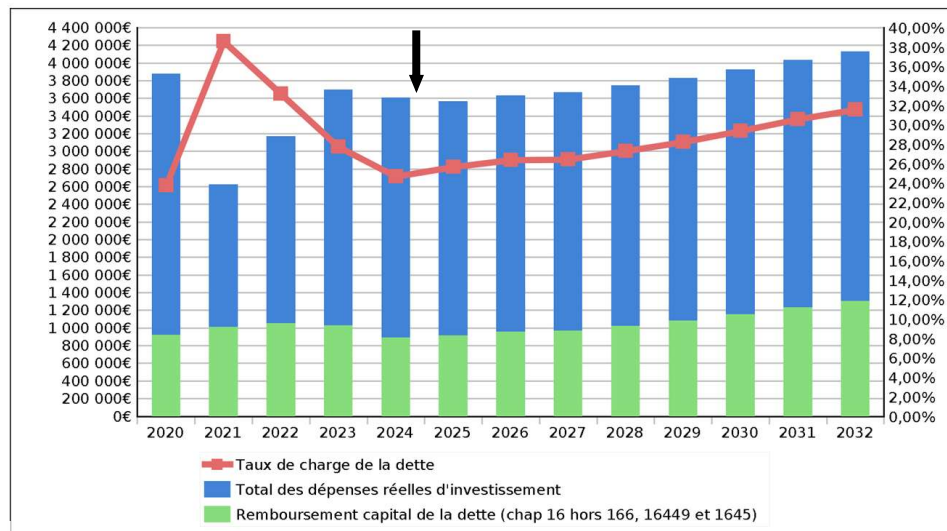
¹ : titre de recettes émis en 2020 auprès de SUEZ.

3. PROSPECTIVES FINANCIERES 2024-2032

Les dépenses d'exploitation devraient évoluer à la hausse, pour atteindre **800 K€ HT par an à l'horizon 2030**, du fait de l'augmentation annuelle et progressive des intérêts de la dette. Les charges de personnel du SMEP de la région de Jurançon sont considérées comme relativement stables pour les prochaines années. Une évolution annuelle de **+3%/an** des charges générales, et de **+2%/an** des charges de personnel (+5,3% en 2024), est retenue **sur 2024-2032** :



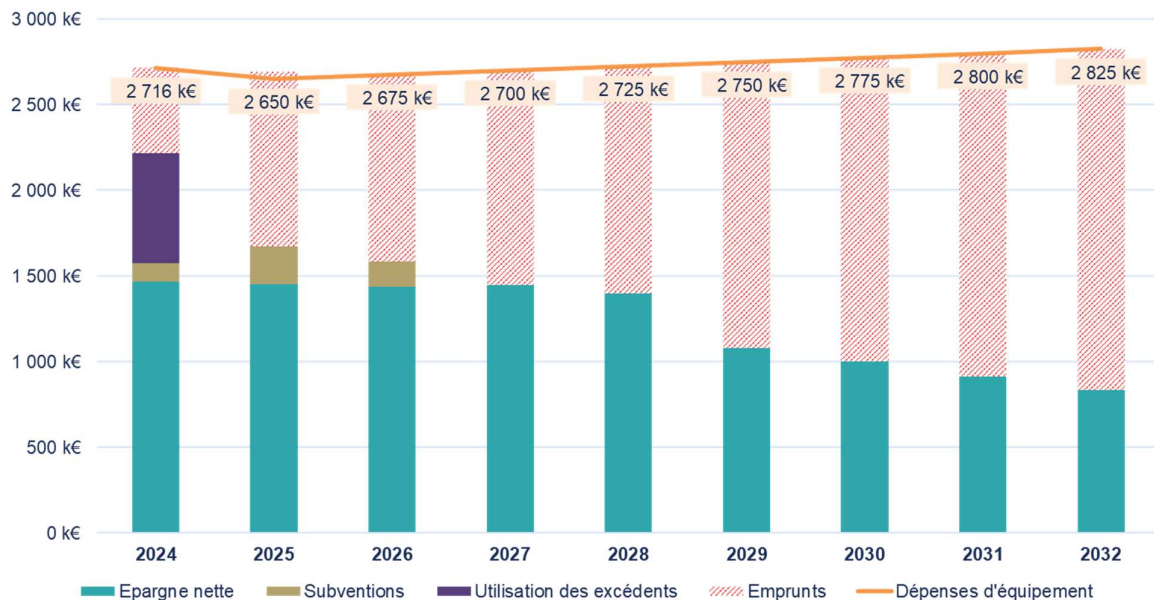
Le programme pluriannuel d'investissements représenterait en routine **entre 2,7 et 2,8 M€ HT/an, pour un cumul de travaux d'environ 25 M€ HT sur 2024-2032**. En tenant compte du remboursement du capital de la dette, l'évolution globale des dépenses d'investissement sur 2024-2032 est illustrée par le graphique ci-dessous :



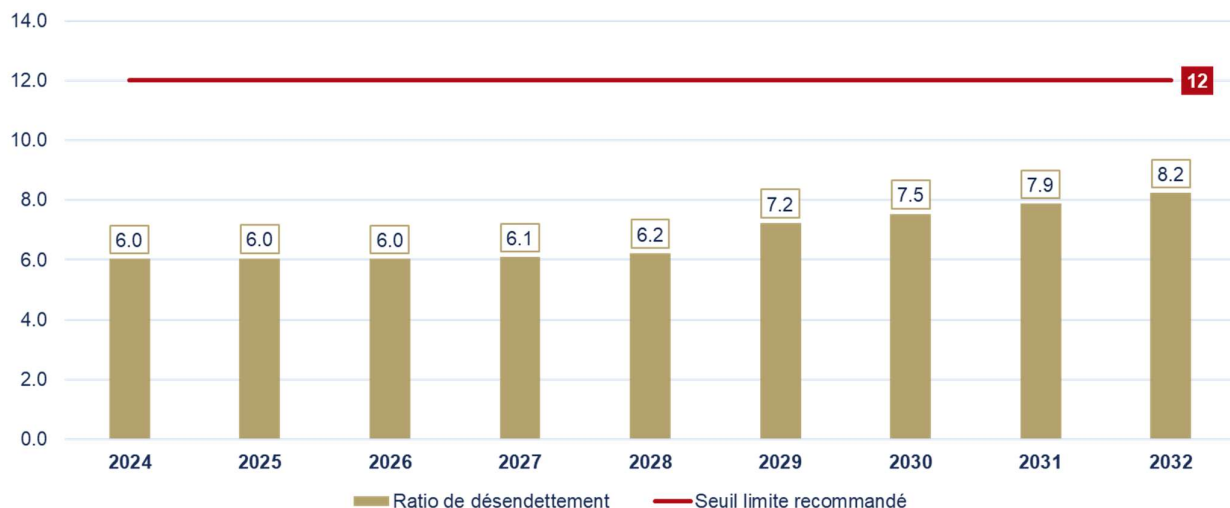
La grande majorité des recettes propres du SMEP de la région de Jurançon est appliquée au mètre-cube d'eau consommé. L'augmentation régulière de +200 à +400 abonnés par an, ne se traduit pas dans l'évolution des volumes facturés ces dernières années. Une légère baisse des volumes consommés a été prise en compte dans l'analyse prospective financière, ainsi que pour l'estimation des recettes qui en découlent.

Comme pour l'année précédente, et afin de compenser l'augmentation attendue de la dette, liée à une légère diminution de l'assiette de facturation qui s'ajoute à l'augmentation annuelle des charges et des coûts unitaires des travaux, **l'analyse prospective financière, effectuée pour la période 2024-2032, a repris le principe d'augmentation de la surtaxe de +1 cent par mètre-cube et par an.**

D'après la prospective, les besoins de financement ne faibliront pas et le recours régulier à l'emprunt sera nécessaire, avec **un besoin d'emprunts nouveaux estimé à environ 1,4 M€ en moyenne annuelle sur 2024-2032, afin de couvrir environ 50% à 60% du besoin de financement :**



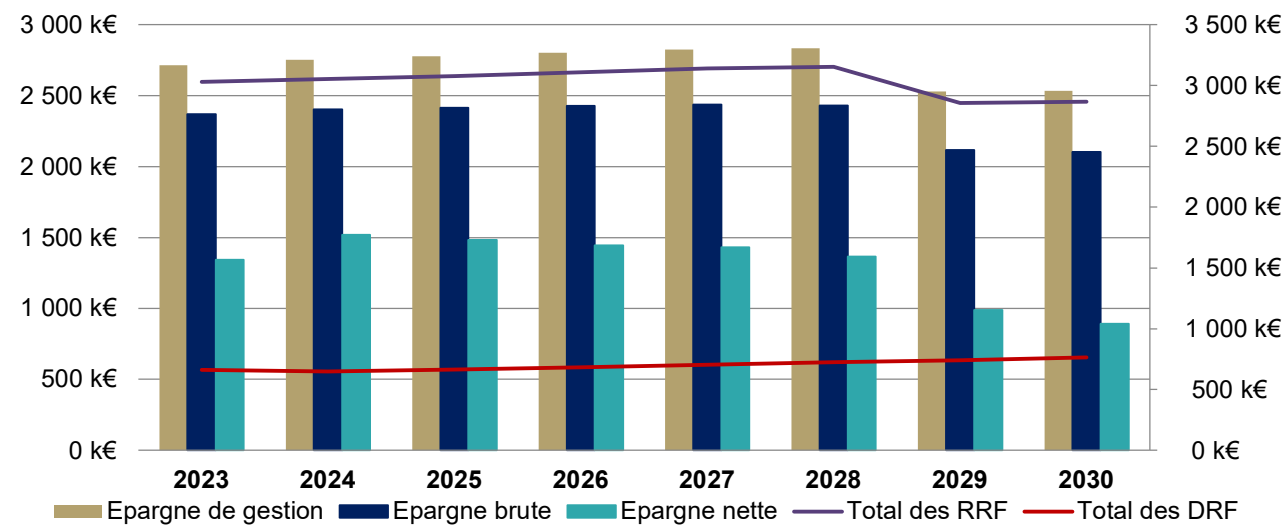
Cette stratégie de financement et d'endettement se traduit malgré tout par **une certaine stabilité du ratio de désendettement à 6 ans, jusqu'en 2028 inclus**. Par la suite, ce ratio se dégrade quelque peu pour atteindre une durée d'un peu plus de 8 ans sur le long terme :



4. CONFIRMATION DE L’EVOLUTION DE LA SURTAXE SUR 2024 ET DE LA STRAT

Pour rappel, la surtaxe du SMEP de la région de Jurançon avait été augmentée de +2 cents par mètre-cube (m³) en 2022, puis de +1 cent par mètre-cube en 2023. Afin d’assurer un volume d’investissement nécessaire au renouvellement patrimonial des réseaux ou des ouvrages d’une part, et de recourir annuellement à l’emprunt sans dégrader les épargnes et les principaux ratios financiers d’autre part, **il est proposé de maintenir le principe d’augmentation de la surtaxe de +1 cent par mètre-cube en 2024.**

L’analyse prospective financière fait ressortir également une relative stabilisation des épargnes jusqu’en 2028, avec **un taux d’épargne brute qui oscille autour des 77%**, avant de décroître à 70-72% :



Par la suite, il est proposé de **maintenir le cap d’une légère augmentation de la Surtaxe à +1 cent par mètre-cube et par an jusqu’en 2026-2027**, puis de revoir la stratégie d’évolution tarifaire par la suite, afin d’anticiper la légère dégradation des ratios financiers au-delà de 2029-2030.
